

Organisation faîtière pour l'examen
professionnel d'agents fiduciaires

**Proposition de solution pour
la collection de problème 2014
Examen professionnel
d'agents fiduciaires**

Table des matières

Branche 501	Droit Proposition de solution Problème 1	Pages	3 – 22
Branche 502	Gestion du personnel Proposition de solution Problème 2	Pages	23 – 36
Branche 503	Comptabilité de Base Proposition de solution Problème 3	Pages	37 – 52
Branche 504	Fiscalité de base Proposition de solution Problème 4	Pages	53 – 63

Branche 501 Droit

Proposition de solution Problème 1

Motivez vos réponses et indiquez les articles de loi correspondants uniquement lorsque ceci vous est expressément demandé. **Lorsqu'un article de loi doit être mentionné, sa citation sera aussi précise que possible, p. ex. art. 24, al. 1, chiff. 2 CO (pour l'erreur sur la chose), et pas uniquement art. 24 CO. Toute citation imprécise ou incomplète entraînera la déduction ou la non attribution de points.** Seules les abréviations officielles des lois (CO, CC, etc.) peuvent et doivent être utilisées.

Lorsque la réponse doit contenir un ou plusieurs articles de loi, la question est toujours posée au pluriel (p. ex. «Indiquez les dispositions légales déterminantes») même si, le cas échéant, une seule disposition est pertinente. Pour une question exigeant expressément plusieurs réponses, toute réponse erronée pourra entraîner la déduction de points. **Lorsqu'une justification de la réponse est exigée, seules les réponses motivées seront évaluées. BONNE CHANCE!**

Droit

Exercice 1

(7 points)

Vous êtes responsable de clientèle dans une fiduciaire de taille moyenne. Au sein de votre équipe travaille entre autres Peter, qui souhaite obtenir le brevet fédéral d'agent fiduciaire et se prépare actuellement à l'examen d'admission. Il a révisé son droit pendant le week-end et noté quelques questions qu'il vient vous poser. Répondez à ses questions en deux ou trois phrases.

- a) «Pouvez-vous m'expliquer quelles sont les caractéristiques générales des sociétés de personnes, et pouvez-vous me citer trois types de sociétés de personnes?»

Par société de personnes, on entend le groupement, conforme au droit des sociétés, d'au moins deux personnes (associés) qui gèrent une entreprise sous une raison sociale commune ou souhaitent atteindre un objectif commun en unissant leurs forces (en premier lieu, société simple). Les associés qui engagent leur responsabilité sur le patrimoine de la société et sur leur patrimoine personnel jouent un rôle central. [Fait exception à cette règle, le commanditaire (dans la société en commandite), dont la responsabilité est limitée au montant garanti inscrit sur le registre du commerce.]

Société simple, société en nom collectif, société en commandite.

[Remarque pour le correcteur: Les réponses peuvent être données en deux ou trois phrases (voir énoncé de l'exercice). Montrez-vous donc généreux dans la correction. Ceci s'applique à l'ensemble de l'exercice 1.]

=> 0,75 point pour la réponse correcte

=> 0,25 point par société de personnes, au max. 0,75 point

=> Au total, 1,5 point au maximum

- b) «Quelle est la différence entre les personnes physiques et les personnes morales, et pouvez-vous me citer un exemple de personne physique, ainsi que cinq types de personnes morales?»

Au sens juridique, on distingue deux groupes de personnes: les personnes physiques (particuliers, êtres humains) et les personnes morales.

Différence:

Personne physique: être humain, depuis la naissance jusqu'au décès.

Personne morale: groupement de personnes physiques ou morales, ou groupement de biens (association, SA, SARL, etc.)

La caractéristique des personnes tant physiques que morales réside dans leur capacité juridique. Elles sont détentrices de droits et d'obligations, et peuvent par conséquent engager elles-mêmes des actions en justice (ou être poursuivies en justice). Formulé simplement, les personnes morales sont des «entreprises».

Exemple de personne physique: un être humain

Exemples de personnes morales: les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée (Sarl), les coopératives, les associations, les fondations.

=> 0,5 point pour la réponse correcte concernant la différence

=> 0,25 point pour l'exemple de personne physique

=> 0,25 pour 2 exemples de personnes morales; pour cinq exemples, 0,75 point

=> Au total, 1,5 point au maximum

c) «Pouvez-vous me citer trois sociétés de capitaux?»

Le Code suisse des obligations définit trois sociétés de capitaux différentes, la société anonyme (SA), la société en commandite et la société à responsabilité limitée (Sarl).

=> 0,25 point par société énumérée

=> Au total, 0,75 point au maximum

d) «Comment distinguer l'acte juridique (pas le contrat, cf. exercice 1e!) unilatéral de l'acte juridique bilatéral, resp. multilatéral? Pouvez-vous me donner un exemple de chacun d'eux?»

L'acte juridique unilatéral contient la déclaration de volonté d'une personne.

Exemples: promesse de récompense, procuration, création d'une fondation, rédaction d'un testament, droits formateurs.

L'acte juridique bilatéral ou multilatéral contient la déclaration de volonté de deux ou plusieurs personnes.

Exemple: le contrat notamment, qui fait partie des actes juridiques multilatéraux.

=> 0,25 point pour la réponse correcte concernant la différence

=> 0,25 point par exemple

=> Au total, 0,75 point au maximum

- e) «Comment distinguer le contrat (pas l'acte juridique, cf. exercice 1d!) unilatéral du contrat bilatéral? Pouvez-vous me donner un exemple de chacun d'eux?»

Alors que dans le contrat unilatéral, une seule personne est tenue de fournir une prestation (donation, p. ex.), dans le contrat bilatéral, ce sont les deux parties qui y sont tenues (vente, p. ex.).

=> 0,25 point pour la réponse correcte concernant la différence

=> 0,25 point par exemple

=> Au total, 0,75 point au maximum

- f) «Pouvez-vous m'expliquer la différence entre le droit public et le droit privé et me citer une loi relevant de chacun de ces secteurs?»

Le droit public est un droit impératif non négociable entre les parties. Il régit les rapports entre les citoyens et l'Etat; l'individu se trouve dans un rapport de subordination par rapport à l'Etat (théorie de la subordination).

Lois possibles: LP, CP, LIFD, etc.

Le droit privé est essentiellement régi par le CC et le CO (droit des personnes, droit de la famille, droit successoral, droits réels, code des obligations) et règle les rapports juridiques entre des sujets de droit égaux.

Lois possibles: CO, CC, LCA, etc.

=> 0,50 point pour la réponse correcte concernant la différence

=> 0,25 point par exemple

=> Au total, 1 point au maximum

- g) «Quelles sont les trois causes possibles de la naissance d'une obligation? Pouvez-vous me donner un exemple concret pour chacune d'elles?»

Les trois causes de la naissance d'une obligation sont les suivantes: le contrat, l'acte illicite et l'enrichissement illégitime.

Exemples: Je conclus un contrat de vente. En garant mon véhicule, j'endommage un véhicule en stationnement. Je paie une facture deux fois.

=> 0,25 point par réponse accompagnée d'un exemple

=> Au total, 0,75 point au maximum

Exercice 2**(2,5 points)**

Dans le contexte d'une dévolution, expliquez en quelques mots les notions de «rapport» et de «réduction». Indiquez-en aussi la principale différence.

Rapport

De manière générale, le testateur est libre, de son vivant, de disposer de sa fortune. Il peut notamment procéder à des donations ou d'autres dessaisissements de sa fortune à titre gratuit. Lorsque de tels avantages patrimoniaux sont conférés à des héritiers légaux, ils sont soumis aux directives sur le rapport conformément aux art. 626 ss CC.

Conformément à l'art. 626, al. 2 CC, les descendants – enfants, petits-enfants, etc. – sont assujettis au rapport de toutes les libéralités reçues, et tenus d'imputer sur leur part héréditaire ce qu'ils ont reçu du vivant du déposant (avancements d'hoirie de sommes d'argent, d'objets, de biens-fonds, etc.) à titre de constitutions de dot, de frais d'établissement, d'abandons de biens, de remises de dettes. Le déposant peut toutefois dispenser expressément ses descendants de cette obligation de rapport, entraînant ainsi un traitement plus favorable de ces derniers par rapport aux autres co-héritiers. Concernant toutefois de telles libéralités, les dispositions sur la réduction sont susceptibles, le cas échéant, de s'appliquer.

Les autres héritiers légaux (conjoint, parents, frères et sœurs) sont uniquement assujettis au rapport des éléments de patrimoine qu'ils ont reçus du disposant avec l'obligation expresse de rapport (art. 626, al. 1 CC).

Réduction

Si les libéralités accordées par le disposant (par testament ou pacte successoral) dépassent la quotité disponible et que, de ce fait, les héritiers réservataires ne reçoivent pas le montant de leur réserve héréditaire, ces derniers peuvent exercer l'action en réduction – à concurrence de leur réserve (art. 522 ss CC).

Sont assujetties à réduction au même titre que les libéralités faites par disposition pour cause de décès, certaines libéralités entre vifs:

1. les libéralités aux descendants qui ont été dispensés de rapport à la masse successorale;
2. les libéralités faites à titre de liquidation anticipée de droits héréditaires;
3. les donations (présents d'usage exceptés) que le disposant pouvait librement révoquer et celles qui sont exécutées dans les cinq années antérieures à son décès;
4. les aliénations faites par le défunt dans l'intention manifeste d'éluder les règles concernant la réserve (cf. art. 527 CC).

Sont assujetties à réduction – en premier lieu – les libéralités pour cause de décès (dans un même rapport) et – en second lieu seulement – les donations entre vifs (dans l'ordre chronologique, les plus récentes avant les plus anciennes), jusqu'au rétablissement de la réserve héréditaire.

Principale différence

La compensation (rapport) s'effectue indépendamment de toute violation des réserves légales. La réduction s'effectue en revanche uniquement en cas de violation des réserves légales.

Remarque pour le correcteur: Les candidats ne sont pas tenus de répondre de manière aussi détaillée, quelques mots-clés suffisent. Le nombre total de points sera accordé dès lors que les explications permettent de penser que les notions peuvent être différenciées et que la principale différence est nommée (la différence mentionnée ci-dessus ne devant pas obligatoirement être citée).]

=> 1 point par explication

=> 0,5 point pour la différence

=> Au total, 2,5 points au maximum

Exercice 3**(5,5 points)**

Maurizio est un passionné de vélo. Chaque année, au printemps, il s'achète le dernier modèle de mountain bike pour le revendre à l'automne, à la fin de la saison sportive. Au printemps 2014, il s'est acheté un vélo entièrement équipé pour CHF 7500, qu'il a revendu à Sergio le 30 octobre 2014 pour CHF 4000. Les deux cyclistes ont conclu un contrat de vente écrit stipulant que Maurizio remettrait immédiatement le vélo à Sergio et que ce dernier paierait le prix d'achat de CHF 4000 avant la fin 2014. Maurizio remet effectivement le vélo le 1^{er} novembre 2014 à Sergio.

- a) Pour cette partie de l'exercice, prenez pour hypothèse que Sergio a payé les CHF 4000 le 22 décembre 2014. A quelle date Sergio devient-il propriétaire du vélo? Justifiez votre réponse et indiquez les dispositions de loi pertinentes.

Pour le transfert de propriété de choses mobilières, un acte générateur d'obligation (contrat d'achat, contrat d'échange, donation) est requis, de même que la remise de la chose détenue. En l'absence de clause de réserve de propriété, le paiement ne joue aucun rôle. Le passage des profits et des risques de la chose (art. 185 CO) joue en revanche un rôle.

La réponse correcte est donc: le **1^{er} novembre 2014**; art. 714, al. 1 CC.

=> 0,25 point pour la date correcte

=> 0,5 point pour la disposition correcte

=> Au total, 0,75 point au maximum

- b) A quelle date le paiement de Sergio est-il exigible? Répondez à la question en indiquant les dispositions de loi pertinentes.

Conformément à la situation, Maurizio a convenu d'une exécution anticipée de la prestation. Il doit tout d'abord remettre le vélo, le paiement par Sergio ne devant s'effectuer que dans un second temps. On n'est donc pas en présence d'un contrat de paiement anticipé ni d'une transaction contre paiement du prix.

La réponse correcte est donc: le paiement est **exigible le 31 décembre 2014**; art. 211, al. 1 CO, art. 213, al. 1 CO, art. 75 CO ou art. 82 CO.

Remarque pour le correcteur: La réponse peut être plus ou moins déduite de toutes les dispositions citées. L'indication de l'un de ces articles suffit. D'autres dispositions peuvent être également considérées comme correctes.

=> 0,5 point pour la date correcte

=> 0,25 point pour la disposition correcte

=> Au total, 0,75 point au maximum

- c) En janvier 2015, Sergio ne s'est toujours pas acquitté du prix d'achat. Maurizio s'informe sur Internet de ce qu'il lui est possible d'entreprendre. Il tombe alors sur l'art. 214 CO. Maurizio ne souhaite pas se départir du contrat, mais voudrait néanmoins savoir si, sur la base de cette disposition, il pourrait toutefois le dénoncer. Répondez à Maurizio en argumentant votre réponse.

Sur la base de l'art. 214 CO, Maurizio ne peut se départir du contrat. Conformément à l'art. 214, al. 1 CO, il peut être fait usage du droit de résiliation à la condition qu'une livraison de la chose après ou contre paiement du prix ait été conclue. Si l'acheteur a déjà été mis en possession de l'objet de la vente – comme dans le cas présent – la résiliation n'est pas non plus possible car aucune convention expresse n'a été prévue en ce sens au contrat. Sur la base de l'art. 214 CO, Maurizio ne peut donc se départir du contrat, même si Sergio est en demeure de payer le prix d'achat.

=> 1 point pour la réponse correcte avec justification.

- d) Maurizio voudrait enfin recevoir son argent de Sergio. Toutefois, il ne veut pas mettre en péril son amitié avec ce dernier et veut se laisser le temps avant d'engager une action en justice. Il vous demande donc à quelle date sa créance à l'encontre de Sergio se prescrit. Répondez à la question de Maurizio en lui donnant une date exacte et en citant les dispositions de loi déterminantes.

Conformément à l'art. 130, al. 1 CO, la prescription court dès que la créance est devenue exigible. Les délais de prescription sont régis par les art. 127 ss CO. Le délai général de prescription est de 10 ans (art. 127 CO). Par contre, concernant les «actions des marchands en détail pour leurs fournitures», le délai de prescription est de cinq ans (art. 128, al. 3 CO). Il s'agit alors de fournitures de marchandises (contrairement aux actions pour fournitures de vivres, chiffre 2) pour le ménage privé du débiteur. Du texte français («marchands en détail»), on ne peut déduire que les ventes occasionnelles par des particuliers seraient exclues; il s'agit de prendre en compte les transactions de faible importance, habituellement réalisées à court terme ou contre paiement. A l'inverse, en revanche, les dettes commerciales doivent bel et bien être exclues; sont uniquement prises en compte les créances issues de livraisons au consommateur final.¹ Les candidates et les candidats ne sont pas tenus de connaître tous ces détails, les réponses concernant la prescription par 5 ans ainsi que celle par 10 ans seront donc jugées correctes.

Réponse correcte, variante 1: 1^{er} janvier 2020 [le 31 décembre 2019 sera également considéré comme étant une réponse correcte]; art. 128, al. 3 CO)

Réponse correcte, variante 2: 1^{er} janvier 2025 [le 31 décembre 2024 sera également considéré comme étant une réponse correcte]; art. 127 CO.

=> 0,5 point pour la date correcte

=> 0,5 point pour la disposition correcte

=> Au total, 1 point au maximum

- e) Maurizio souhaiterait savoir comment interrompre le délai de prescription en l'absence d'intervention de Sergio dans le présent cas concret. Citez-lui deux possibilités et expliquez-lui les conséquences de l'interruption de la prescription.

Les réponses découlent des art. 135 et 136 CO (les articles n'ont pas à être cités!). Dans le cas concret, la prescription peut être interrompue par des **poursuites** et par une **requête de conciliation**. La réponse «**action** [devant un tribunal]» sera également jugée correcte. En revanche, les réponses «exception», action devant un tribunal arbitral ou intervention dans une faillite, seront considérées comme erronées parce que non pertinentes dans le cas concret.

L'interruption de prescription a pour conséquence que le même délai de prescription recommence à courir.

=> 0,5 point par possibilité correcte, au maximum 1 point

=> 0,5 point pour explication correcte des conséquences

=> Au total, 1,5 point au maximum

¹ http://www.eugenbucher.ch/pdf_files/Bucher_ORAT_25.pdf

- f) En septembre 2015, Maurizio en a assez d'attendre et décide donc d'introduire une réquisition de poursuite auprès de l'office des poursuites compétent. Maurizio souhaite savoir s'il a droit à des intérêts moratoires. Renseignez Maurizio en la matière en lui indiquant notamment les dispositions légales déterminantes.

Maurizio peut réclamer des intérêts moratoires au taux de 5% à partir de la date d'exigibilité. Ce taux est régi par l'art. 73, al. 1 CO.

Remarque pour le correcteur: Il n'est pas obligatoire d'indiquer le taux des intérêts moratoires.]

=> 0,25 point pour la réponse correcte

=> 0,25 point pour la disposition de loi correcte

=> Au total, 0,5 point au maximum

Exercice 4**(4 points)**

Pietro Infedele et Chiara Infedele sont mariés depuis 2006 sous le régime matrimonial ordinaire. Les époux n'ont pas conclu de contrat de mariage. Du fait de diverses relations extraconjugales de Chiara au cours des dernières années, des tensions sont apparues au sein du couple qui est sur le point, en définitive, de se séparer.

- a) Classez les valeurs patrimoniales suivantes en fonction des quatre catégories de biens. Pour ce faire, veuillez utiliser le tableau ci-dessous. Dans la première ligne, indiquez les quatre catégories de biens, en veillant à faire figurer dans la première et la dernière cases les catégories de biens qui ne seront pas partagées lors de la liquidation du régime matrimonial. Dans les colonnes du milieu, indiquez les catégories de biens qui sont classiquement partagées lors de la liquidation du régime matrimonial. Vous pouvez partir du principe que les différentes valeurs patrimoniales sont clairement imputables aux différentes catégories de biens.
- aa) En 2007, Chiara a reçu une donation d'un montant de CHF 150 000 de ses parents. Depuis, cet argent est placé sur un compte d'épargne ouvert spécifiquement à cette fin. Du fait des intérêts, le solde actuel est de CHF 153 773.
- bb) Depuis 1999, Pietro possède une vieille Porsche d'une valeur actuelle de CHF 40 000. A la date du mariage, elle avait une valeur de CHF 20 000. La plus-value ne résulte ni de restaurations ni d'investissements, mais est d'origine purement conjoncturelle.
- cc) En 2008, Pietro a hérité d'un immeuble d'habitation. A cette date, la valeur nette (valeur vénale moins hypothèque) était de CHF 1 300 000. La valeur nette actuelle, à hypothèque égale, est de CHF 1 550 000, sans que des investissements ou des travaux d'entretien entraînant une plus-value aient été réalisés. Autrement dit, la plus-value est purement d'origine conjoncturelle.
- dd) Pietro a acquitté les intérêts hypothécaires et les autres taxes et charges en lien avec l'immeuble d'habitation grâce au produit des loyers de celui-ci. Il a placé l'excédent (depuis la dévolution en 2008), d'un montant de CHF 110 000, sur un compte séparé.
- ee) En août 2014, Pietro a été mêlé à un accident de la circulation sans qu'aucune faute ne lui soit imputable. Du fait de cet événement, l'assurance responsabilité civile de l'auteur de l'accident lui doit encore CHF 8000 de perte de salaire et CHF 5000 de réparation morale.

	Biens propres de Pietro	Acquêts de Pietro	Acquêts de Chiara	Biens propres de Chiara
aa)			3773	150 000
bb)	40 000			
cc)	1 550 000			
dd)		110 000		
ee)	5000	8000		

=> 0,25 point pour les acquêts (les points sont accordés une seule fois)

=> 0,25 point pour les biens propres (les points sont accordés une seule fois)

=> 0,25 point par ligne correcte, au maximum 1,25 point

=> Au total, 1,75 point au maximum

- b) En plus des valeurs patrimoniales mentionnées ci-dessus, Pietro Infedele dispose, auprès d'une institution de prévoyance, d'un avoir d'épargne d'un montant de CHF 235 500, dont CHF 82 000 ont été accumulés pendant le mariage. Chiara Infedele dispose quant à elle, auprès de l'institution de prévoyance, d'un avoir d'épargne d'un montant de CHF 125 393, dont CHF 22 000 ont été accumulés pendant le mariage. Les conjoints sont encore en activité, et aucun cas de prévoyance n'est encore survenu.

Réalisez la liquidation du régime matrimonial pour les conjoints Infedele sur la base des indications fournies ici et de votre solution à l'exercice 4a. Combien Pietro va-t-il recevoir sur l'ensemble du patrimoine et combien recevra Chiara? Justifiez votre réponse en quelques mots.

Les indications fournies sur les avoirs de prévoyance ne jouent aucun rôle dans la liquidation du régime matrimonial. Pietro conserve tous ses biens propres (CHF 1 595 000) et la moitié des acquêts (CHF 60 886,50); soit au total CHF 1 655 886,50. Chiara conserve également tous ses biens propres (CHF 150 000) et la moitié des acquêts (CHF 60 886,50); soit au total CHF 210 886,50.

=> Prendre en compte les reports d'erreurs de l'exercice 4a) en faveur des candidats

=> Faible déduction de points pour la prise en compte des avoirs d'épargne

=> 0,75 point pour le montant correct de Pietro

=> 0,75 point pour le montant correct de Chiara

=> 0,75 point pour une brève justification

=> Au total, 2,25 points au maximum

Exercice 5

(4 points)

Alexander est marié avec Brigitte depuis 2007. De 1999 jusqu'à son divorce en 2005, Alexander était marié avec Christina. De cette première union, Alexander a un fils de 13 ans, Damian, qui refuse tout contact avec lui depuis le divorce. Avec Brigitte, Alexander a deux autres enfants, un fils Eric (6 ans) et une fille Franziska (3 ans). Brigitte, elle aussi, a déjà été mariée une première fois. De cette union, elle a une fille adulte, Gertrud. Aujourd'hui, Alexander décède des suites d'une maladie.

- a) Prenez pour hypothèse qu'Alexander n'a pas rédigé de dernières volontés et qu'il n'existe pas de pacte successoral. Enumérez les personnes ayant le statut d'héritier. Indiquez uniquement les noms.

Brigitte, Damian, Eric et Franziska.

=> 0,25 point pour Brigitte

=> 0,25 point pour les enfants

=> Au total, 0,5 point au maximum

- b) Prenez pour hypothèse qu'Alexander n'a pas rédigé de dernières volontés et qu'il n'existe pas de pacte successoral. Quelles seraient les parts successorales des différents héritiers (veuillez indiquer uniquement la quote-part exacte sous forme de fraction, accompagnée du nom de l'héritier)?

Brigitte 1/2, Damian 1/6, Eric 1/6, Franziska 1/6

=> 0,25 point pour la part de Brigitte

=> 0,25 point pour la part des enfants

=> Au total, 0,5 point au maximum

- c) Imaginons que, dès l'annonce de sa maladie, Alexander ait rédigé un testament afin de transmettre la part la plus grande possible de sa succession à Eric et Franziska. Quelle serait la part de chaque héritier? Explicitez en quelques mots la solution.

Pour qu'Eric et Franziska reçoivent la plus grande part possible, il faut que Brigitte et Damian se voient uniquement accorder la réserve héréditaire. Celle-ci s'élève pour Brigitte à $1/4$ ($1/2 * 1/2 = 1/4 = 2/8$) et pour Damian à $1/8$ ($1/6 * 3/4 = 3/24 = 1/8$). Ce qui signifie qu'il reste encore $5/8$ pour Eric et Franziska, soit $5/16$ pour chacun d'eux ($1 - 2/8 - 1/8$).

Brigitte 1/4, Damian 1/8, Eric 5/16 et Franziska 5/16

=> 0,25 point pour la part d'héritage de Brigitte

=> 0,25 point pour la part d'héritage de Damian

=> 0,25 point pour la part d'héritage d'Eric et de Franziska (ensemble 0,25 point)

=> Méthode pour arriver à la solution 0,5 point

=> Au total, 1,25 point au maximum

- d) Indépendamment des exercices ci-dessus, évaluez la validité du testament olographe d'Alexander présenté ci-dessous. Vous pouvez prendre pour hypothèse que le texte a été rédigé dans son intégralité de sa propre main. Justifiez votre réponse en quelques mots – que vous jugiez le testament valable ou non.

Testament d'Alexander Müller

Par le présent testament, j'établis que seule la réserve héréditaire devra être accordée à tous les héritiers légaux. Par ailleurs, CHF 10 000 devront être alloués à la Ligue suisse contre le cancer et le reste à mon filleul Bruno Rossi à Fribourg. Les bijoux de famille que j'ai moi-même reçus en héritage de ma mère devront faire partie intégrante de la réserve héréditaire de Franziska.

Le 30 août 2014

Alexander Müller

Signature

Le testament est valide puisqu'il a été entièrement rédigé à la main, qu'il est daté et signé.

Remarque pour le correcteur: Le candidat n'est pas tenu de mentionner toutes les conditions. Deux suffisent pour obtenir la totalité des points.]

=> 0,5 point par justification

=> Au total, 1 point au maximum

- e) Les coûts du traitement ont été très élevés. Au décès d'Alexander, les héritiers craignent que les passifs soient supérieurs aux actifs. Que recommandez-vous aux héritiers afin qu'ils ne courent aucun risque d'hériter de dettes mais qu'ils ne renoncent pas pour autant inutilement à un éventuel héritage?

Lorsque, comme dans le cas présent, les héritiers craignent que la succession soit insolvable, ils peuvent réclamer le bénéfice d'inventaire selon les art. 580 ss CC. Cet inventaire permet d'établir si la succession est ou non insolvable.

=> 0,75 point pour la réponse correcte (attention, l'article de loi n'est pas exigé)

Exercice 6 (4 points)

La société ART-Immo SA est, entre autres, propriétaire d'un immeuble à Bulle. L'un des logements de cet immeuble est loué à Serge. Le 15 septembre 2014, la collaboratrice en charge de la gestion de l'immeuble constate que Serge n'a pas encore payé les loyers des mois d'août et septembre 2014. Conformément au contrat de bail écrit, le loyer est payable en fin de mois pour le mois suivant. Les termes de résiliation contractuels, pour un délai de résiliation de 4 mois, sont le 31 mars et le 30 septembre.

- a) La collaboratrice en charge du dossier appelle Serge au téléphone et se renseigne sur la raison du retard de paiement. Serge l'informe qu'il a sous-loué le logement depuis le 1^{er} juillet 2014 à Pierre, avec l'autorisation écrite d'ART-Immo SA. Il lui adresse une copie de l'autorisation écrite ainsi que du contrat de sous-location. Serge informe donc la collaboratrice en charge du dossier que la responsabilité en matière de paiement du loyer incombe désormais au sous-locataire et que c'est à lui qu'elle doit s'adresser.

Serge a-t-il raison? Justifiez votre réponse.

L'opinion de Serge est erronée. Pour la conclusion d'un contrat de sous-location, l'autorisation du bailleur est certes requise (art. 262 CO), cependant, c'est le locataire (principal) qui reste le partenaire contractuel du bailleur. En conséquence, c'est lui qui est tenu de payer le loyer, resp. qui doit répondre des conséquences d'un non-paiement.

=> 1 point pour la réponse correcte avec justification.

- b) La collaboratrice en charge du dossier adresse alors à Serge et à Pierre une lettre recommandée dont le contenu est le suivant: «Messieurs, nous sommes déjà le 22 septembre 2014 et les loyers d'août et de septembre ne nous sont toujours pas parvenus. Je vous prie donc, d'ici la fin de ce mois, de verser les loyers des mois d'août, septembre et octobre 2014. Je vous remercie de votre diligence.»
Le 5 novembre 2014, aucun paiement n'a encore été effectué. La collaboratrice envoie alors à Serge la résiliation du contrat de bail à la fin décembre 2014 par lettre recommandée. Dès réception de la résiliation, Serge fait valoir qu'aux termes du contrat, la résiliation n'est possible qu'à fin mars ou fin septembre.

Comment jugez-vous la situation juridique? Justifiez votre réponse et indiquez les dispositions de loi pertinentes.

Il s'agit ici d'une résiliation pour retard de paiement du locataire (art. 257d CO). Conformément à l'art. 257d, al. 2 CO, le bailleur d'un logement peut, pour retard de paiement, résilier le contrat de bail en dehors des échéances fixées, moyennant un délai de congé de 30 jours au moins à la fin d'un mois, à condition toutefois que les démarches formelles de l'al. 1 soient respectées. Dans son rappel, le bailleur doit donc signifier au locataire qu'à défaut de paiement dans le délai imparti, il résiliera le bail. Par ailleurs, un délai de paiement de 30 jours au moins doit être accordé au locataire (pour les habitations et les locaux commerciaux). Dans le cas présent, ces deux démarches formelles n'ont pas été respectées. La résiliation à fin décembre 2014 n'est donc pas autorisée.

=> 1 point pour la réponse correcte avec justification.

=> 0,5 point pour la disposition de loi

=> Au total, 1,5 point au maximum

- c) Partez à présent du principe que Serge n'a pas sous-loué le logement et a payé tous les loyers en temps voulu. Pour le reste, la situation initiale est identique à celle décrite ci-dessus. Le 3 décembre 2014, Serge décède. Ses héritiers veulent savoir ce qui doit être entrepris pour résilier le contrat de bail, et à quelle date, au plus tôt, le contrat expirera. Répondez aux questions des héritiers, justifiez votre réponse en quelques mots et indiquez les dispositions de loi pertinentes.

Le contrat de bail n'expire pas automatiquement au décès du locataire. En la matière, l'art. 266i CO stipulant que les héritiers peuvent résilier le contrat en observant le délai de congé légal (et non contractuel) pour le prochain terme légal (et non contractuel) est déterminant. Le délai légal est de 3 mois. Il n'existe pas de terme légal, toutefois la fin mars devrait constituer un terme légal dans toute la Suisse. En conséquence, le contrat expire **au plus tôt fin mars 2015**, dans la mesure où les héritiers adressent la résiliation du contrat au bailleur avant la fin décembre 2014.

=> 1 point pour la réponse correcte avec justification.

=> 0,5 point pour la disposition de loi

=> Au total, 1,5 point au maximum

Exercice 7

(5 points)

Depuis le 1^{er} septembre 2014, Ludmilla Heiser occupe un nouvel emploi à durée indéterminée dans le cabinet d'avocats Meier & Partner à Lucerne. Elle y est embauchée en qualité de secrétaire. Aucun contrat de travail écrit n'a été conclu.

- a) Dès le 18 septembre 2014, Ludmilla se retrouve en incapacité de travail pendant neuf jours pour cause de maladie. Ludmilla a-t-elle, malgré tout, droit à son salaire pour ces neuf jours (les assurances n'ont pas à être prises en compte)? Justifiez votre réponse.

Il s'agit ici de la poursuite du versement du salaire conformément à l'art 324a, al. 1 et 2 CO. Dans le cas présent, il ne s'applique pas car le contrat n'a pas été conclu pour plus de trois mois et n'a pas non plus duré plus de trois mois (al. 1). Ludmilla ne perçoit donc aucun salaire pour ces neuf jours.

=> 1 point pour la réponse correcte avec justification.

- b) Fin septembre 2014, Ludmilla reçoit son salaire pour le mois de septembre ainsi qu'un décompte de l'employeur. En fait, Ludmilla avait espéré recevoir également une confirmation écrite de l'existence de la relation de travail. En effet, une amie lui avait expliqué que si le contrat de travail ne doit pas obligatoirement être conclu par écrit, l'employeur est tout de même tenu de fournir certaines informations par écrit à l'employé. L'amie de Ludmilla a-t-elle raison? Dans l'affirmative, citez les dispositions de loi déterminantes.

Le contrat de travail ne doit pas être obligatoirement conclu par écrit. Cependant, l'employeur est tenu de fournir certaines informations (durée de travail hebdomadaire, date du début du rapport de travail, etc.) par écrit à l'employé dans un délai d'un mois au plus après le début de la relation de travail. Cette obligation d'informer incombant à l'employeur est régie par l'art. 330b CO.

Eu égard à l'art. 330b CO, l'amie de Ludmilla a donc raison.

=> 1 point pour la réponse correcte avec l'indication de la disposition de loi.

- c) A partir du 3 octobre 2014, Ludmilla est de nouveau absente du travail pour cause de maladie. Le même jour, l'employeur résilie le contrat à l'échéance la plus proche par lettre recommandée. Ludmilla est encore malade lorsqu'elle reçoit ce courrier et appelle immédiatement sa collègue. Celle-ci lui indique qu'elle n'est pas tenue de valider le congé qui lui est donné parce qu'un congé ne peut être prononcé aussi rapidement pendant une absence pour cause de maladie.

D'un point de vue juridique, comment jugez-vous le congé donné par le cabinet d'avocat? Justifiez votre réponse.

Le congé est valable parce qu'il est donné pendant la période d'essai. Le premier mois d'un rapport de travail est considéré – sauf convention écrite contraire (art. 335b, al. 2 CO) – comme période d'essai. En cas de réduction effective du temps d'essai par suite de maladie – comme dans le cas présent – le temps d'essai est prolongé d'autant (art. 335b, al. 3 CO). Lors de la réception du congé, la période d'essai n'a donc pas encore expiré. En conséquence, le délai de blocage prévu par l'art. 336c, al. 1 CO ne s'applique pas.

=> 1,5 point pour la réponse correcte avec justification (aucun article de loi n'est exigé!).

- d) Partez à présent du principe que le congé de l'exercice 7c) n'a jamais été donné et que Ludmilla continue de travailler dans le cabinet d'avocat. En mai 2015 a lieu à Lucerne une votation communale dans le cadre de laquelle les électrices et les électeurs peuvent décider de l'introduction d'une zone limitée à 30 km/h. Ludmilla rédige une lettre des lecteurs qui est publiée dans le quotidien de Lucerne. Ludmilla y exprime son soutien total à l'introduction d'une telle zone limitée à 30 km/h. Ceci ne convient pas du tout à l'un des partenaires du cabinet d'avocats. Lorsqu'il lit ce courrier des lecteurs dans le quotidien du 15 avril 2015, il résilie le contrat de travail de Ludmilla avec effet immédiat.

Quelles sont les conséquences financières de cette dissolution immédiate du rapport de travail au regard du droit du travail? Justifiez votre réponse.

La résiliation avec effet immédiat est uniquement autorisée pour de justes motifs (art. 337 CO). L'envoi d'un courrier des lecteurs – sans autres circonstances «aggravantes» – ne constitue pas un juste motif. La résiliation avec effet immédiat a donc été prononcée à tort. Le rapport de travail expire certes du fait de cette résiliation avec effet immédiat, cependant, Ludmilla a encore droit à son salaire conformément à l'art. 337c, al. 1 CO, comme si le rapport de travail avait été résilié selon la procédure ordinaire. Au cours de la première année de service, le délai de congé est d'un mois. En conséquence, le rapport de travail aurait dû être résilié, selon la procédure ordinaire, à la fin mai 2015. Ludmilla a donc droit à son salaire jusqu'en fin mai 2015. Elle doit toutefois imputer ce qu'elle gagne éventuellement ailleurs (art. 337c, al. 2 CO). Par ailleurs, en vertu de l'art. 337c, al. 3 CO, Ludmilla peut, en raison de la résiliation avec effet immédiat prononcée à tort, demander le versement d'une indemnité pouvant s'élever jusqu'à six mois de salaire (dans la pratique, le tribunal accorde généralement un à deux mois de salaire).

Les conséquences financières sont donc la poursuite du versement du salaire jusqu'en fin mai 2015 plus une indemnité de six mois de salaire au maximum.

=> 1,5 point pour la réponse correcte avec justification.

Exercice 8

(2,5 points)

Mike Müller a près de cinquante ans et a déjà occupé différentes positions dans de multiples entreprises. Il a travaillé entre autres auprès d'AC Chemie Sarl, d'IMS Chemie SA et de SZ Chemie SA. Auprès de ces trois employeurs, Mike Müller disposait du pouvoir de signature.

- a) Auprès d'AC Chemie Sarl, Mike Müller était mandataire commercial. Quel était le pouvoir de signature de Mike Müller au sein d'AC Chemie Sarl?

Le mandataire commercial est uniquement habilité à conclure des affaires liées à la marche habituelle de l'entreprise. Le mandat commercial ne peut être inscrit sur le registre du commerce. L'octroi du mandat commercial est décidé par l'organe exécutif (par exemple le conseil d'administration). Le mandataire commercial signe avec la mention: «p.d.» (par délégation).

Réponse correcte:

AC Chemie Sarl

p.d. Mike Müller

=> 0,5 point pour la réponse correcte (pas de déduction de points si la raison sociale manque)

- b) Auprès d'IMS Chemie SA, Mike Müller était fondé de pouvoir. Quel était le pouvoir de signature de Mike Müller au sein d'IMS Chemie SA?

Le fondé de procuration est habilité à exécuter tous les actes pouvant résulter de l'objet de l'entreprise. La procuration est inscrite sur le registre du commerce. Le fondé de procuration signe avec la mention: «p.p.» (par procura).

Réponse correcte:

IMS Chemie SA

p.p. Mike Müller

=> 0,5 point pour la réponse correcte (pas de déduction de points si la raison sociale manque)

- c) Auprès de SZ Chemie SA, Mike Müller était directeur. Quel était le pouvoir de signature de Mike Müller au sein de SZ Chimie SA?

Dans le cadre d'une SA (et d'une Sarl), le pouvoir de représentation peut être délégué entre autres à des employés. C'est l'art. 718, al. 2 CO (pour la Sarl, l'art. 814, al. 5 CO) qui constitue le fondement légal. Les directeurs doivent être inscrits sur le registre du commerce (art. 720 CO).

Réponse correcte:

SZ Chemie SA

Mike Müller

=> 0,5 point pour la réponse correcte (pas de déduction de points si la raison sociale manque)

- d) Pour lesquelles des sociétés mentionnées ci-dessus, Mike Müller devait-il être inscrit sur le registre du commerce du fait de son pouvoir de représentation, resp. de signature?

Pour IMS Chemie SA et pour SZ Chemie SA, cf. art. 720 CO et art. 458 CO.

=> 1 point pour la bonne réponse

Exercice 9

(3 points)

Remplissez le tableau suivant en cochant dans chaque ligne la colonne pertinente.

		Inscription sur le registre du commerce facultative	Inscription sur le registre du commerce obligatoire et déclarative	Inscription sur le registre du commerce obligatoire et constitutive
a)	Imprimerie Müller, Heerbrugg Chiffre d'affaires: CHF 80 000	X		
b)	Imprimerie Héritiers Müller, Heerbrugg Chiffre d'affaires: CHF 120 000		X	
c)	Fiduciaire Müller, Heerbrugg Chiffre d'affaires: CHF 240 000		X	
d)	Fiduciaire Müller SA, Heerbrugg Chiffre d'affaires: CHF 110 000			X
e)	Cabinet d'avocat Paradeplatz SA, Zurich Chiffre d'affaires: CHF 2 400 000			X
f)	Peter Meier est propriétaire de deux entreprises individuelles. Avec chacune d'elles, il réalise un chiffre d'affaires de CHF 75 000		X	

=> 0,5 point par bonne réponse

=> Au total, 3 points au maximum

* * * * *

Branche 502 Gestion du personnel

Proposition de solution Problème 2

Gestion du personnel

Temps imparti: 75 minutes
Nombre maximum de points: 37,5

Bloc de questions 1 (14,5 points)

Les questions suivantes sont indépendantes les unes des autres et doivent être traitées comme telles. Prononcez-vous brièvement sur chacune d'elles. Indiquez les articles de loi uniquement lorsque cela vous est demandé.

Exercice 1 (4 points)

- a) Citez quatre facteurs devant être pris en compte dans le calcul d'une rente AVS. (1 point)

Nombre d'années de cotisation (0,25), montant des versements/salaire AVS moyen déterminant (0,25), compensation du renchérissement (0,25), état civil (célibataire, marié/e) (0,25).

- b) Qu'entend-on par «splitting» dans le contexte de l'AVS; quelle en est la procédure et comment calcule-t-on le partage de la rente? (1,25 point)

- Signification: *Partage des revenus pendant la durée du mariage (0,5)*
- Procédure: *Les revenus que les deux conjoints ont perçus pendant les années de mariage sont partagés et crédités pour moitié à chacun d'eux (0,75)*

- c) Dans le cadre de quels événements le «splitting» (cf. 1b) est-il appliqué? (0,75 point)

- *En cas de droit d'une personne mariée à une rente de vieillesse*
- *En cas de divorce*
- *En cas de décès d'un des conjoints, lorsque l'autre perçoit déjà une rente*

- d) Une veuve atteint l'âge réglementaire de la retraite. Que se passe-t-il au niveau de la rente de veuve? (0,5 point)

- *La rente de vieillesse se substitue à la rente de veuve*

- e) Dans le cadre des partenariats enregistrés, les veuves/veufs ont-elles/ils droit à une rente de veuve/veuf dans le cas du décès du partenaire? Justifiez votre réponse (0,5 point)

- *Oui, le partenariat enregistré est assimilé au mariage*

Exercice 2 (total 4,5 points)

- a) Monsieur Kaufmann, propriétaire d'une entreprise de génie civil, vient vous consulter avec une décision de l'AI concernant un collaborateur ayant été victime, il y a quelque temps, d'un grave accident. Sur la décision de l'AI figurent les indications suivantes:

Revenu de la personne non invalide: CHF 60 000
Revenu de la personne invalide: CHF 40 000

Calculez le taux d'invalidité et expliquez à Monsieur Kaufmann si ce collaborateur se voit ou non octroyer une rente AI. (1 point)

- *Le taux d'invalidité est calculé en fonction des pertes de gain; celles-ci s'élèvent ici à 33,33% ($60\,000 = 100\%$, $40\,000 = 66,67\%$, $100\% - 66,67\% = 33,33\%$) (0,5)*
- *Le collaborateur ne perçoit pas de rente AI (elle n'est versée qu'à partir d'un taux d'invalidité de 40%) (0,5)*

- b) Madame Nunes, qui travaille depuis 10 mois en qualité de secrétaire au service d'un avocat, est en permanence surchargée de travail depuis son entrée au cabinet le 1^{er} janvier 2013. Elle a perdu toute joie de vivre et se plaint d'un manque d'énergie ainsi que de dépression. Le lendemain de sa dernière consultation médicale, elle ne se rend pas à son travail et envoie un certificat médical – elle est mise en arrêt de travail total pour une durée de quatre semaines. (Total 3,5 points)

1. Pendant combien de temps Madame Nunes a-t-elle droit à son salaire et à hauteur de quel pourcentage? Justifiez votre réponse. (1 point)

- *L'obligation de verser le salaire est valable pour une durée de trois semaines au minimum au cours de la première année de service (pour toutes les échelles). (0,5)*
- *Le salaire dû correspond au salaire total, soit 100% (0,5)*

2. Quelle assurance pourrait permettre au cabinet d'avocat de se protéger, tout au moins partiellement, des coûts de cette absence pour cause de maladie? (0,5)

- *Conclusion d'une assurance indemnité journalière maladie (0,5)*

3. Madame Nunes reprend le travail mais doit, six mois plus tard, s'arrêter à nouveau du fait d'un infarctus du myocarde. Elle se retrouve ainsi en arrêt maladie pour une durée de trois mois.

L'employeur décide alors de réduire la durée des vacances de Madame Nunes. Quelle est la réduction maximale autorisée? (1 point)

- *Absence de trois mois sans faute du travailleur > Réduction de 1/12^e à partir du deuxième mois inclus*
- *La réduction est de 2/12^e du droit aux vacances (1 point)*

4. Après un examen approfondi et compte tenu des antécédents médicaux de Madame Nunes, une rente AI lui est octroyée et un taux d'invalidité de 60% lui est reconnu.

Quel peut être le montant maximal de la rente AI (de l'assurance-invalidité fédérale) de Madame Nunes? Donnez un montant en francs. (1 point)

- *Trois quarts de rente (pour un taux AI de 60%)*
- *Annuellement: CHF 21 060 (= 75% de la rente AVS maximale (CHF 28 080) (Trois quarts de rente = 0,5, montant = 0,5) > Le taux d'invalidité n'est pas demandé, mais pour calculer correctement la rente AI, les candidats doivent savoir qu'il s'agit de trois quarts de rente.*

Exercice 3 (2 points)

- a) Expliquez en quelques mots la principale différence entre une caisse de pension régie par le principe de la primauté des cotisations et une caisse régie par celui de la primauté des prestations. (0,5 point)

- *Primauté des cotisations: les prestations dépendent des cotisations versées (0,25)*
- *Primauté des prestations: les cotisations dépendent des prestations prévues (0,25).*

- b) Citez les conditions d'un assujettissement à la LPP en matière de: (1 point)

- salaire:
- âge, selon le type de cotisation
- *Atteindre le seuil d'accès (CHF 21 060, indiqué à titre informatif, non demandé) (0,5)*
- *Atteindre l'âge déterminant (à compter du 1^{er} janvier, 17 ans pour le risque) (0,25)*
- *Atteindre l'âge déterminant (à compter du 1^{er} janvier, 24 ans pour le risque et l'épargne) (0,25)*

- c) Les personnes percevant une indemnité de chômage sont-elles assurées en prévoyance professionnelle de la même manière que les personnes en activité? Donnez une réponse détaillée – les réponses par oui/non ne donnent droit à aucun point. (0,5 point)

- *Les personnes qui perçoivent une indemnité de chômage et satisfont aux conditions de l'assujettissement à la LPP sont assurées au sein de l'institution supplétive. Toutefois, elles sont uniquement assurées contre les risques invalidité et décès.*

Exercice 4 (total 4 points)

Monsieur et Madame Hugi sont mariés depuis 16 ans. Ils ont une fille de 15 ans et vivent à Baden, dans le canton d'Argovie. Monsieur Hugi, qui vient de fêter son 50^e anniversaire, vient vous consulter pour clarifier différentes questions concernant la LPP. (Total 4 points)

- a) Dans le certificat de prévoyance de Monsieur Hugi figure «Avoirs de vieillesse projetés à l'âge de 65 ans: CHF 292 000 (part obligatoire)». Monsieur Hugi souhaite savoir quelle rente de vieillesse annuelle il peut escompter une fois qu'il aura atteint l'âge réglementaire de la retraite (part obligatoire uniquement, taux de conversion de 2014)? Indiquez le mode de calcul. (0,5 point)

- CHF 19 856 (CHF 292 000 x 6,8%)

- b) Pour pouvoir réaliser son rêve d'acquisition d'un logement, Monsieur Hugi doit recourir à une partie du capital de vieillesse LPP qu'il a épargné (versement anticipé EPL). Répondez aux questions suivantes en tenant compte de la situation de départ décrite ci-après:

- Age de Monsieur Hugi: 50 ans
- Capital de vieillesse épargné (= prestation de sortie): CHF 158 000
- Rachat LPP: 22 000 (20 décembre 2011)
- Date du versement EPL souhaité: 20 février 2014

1. Quel est le montant maximal du versement anticipé EPL possible? (0,5 point)

- CHF 136 000 (CHF 158 000 – CHF 22 000)
Le rachat LPP doit être déduit (délai de blocage de 3 ans)

2. Quel serait le montant maximal possible du versement anticipé EPL si Monsieur Hugi attendait encore deux ans avant de le demander? La prestation vieillesse s'élèverait alors à CHF 188 000. (0,5 point)

- CHF 158 000 = prestation de sortie à l'âge de 50 ans
(ou 50% de la prestation de vieillesse > le plus élevé des deux montants)

3. Imaginez que la famille revende sa maison au bout de quelques années pour s'installer dans un logement en location. Que conviendrait-il de prendre en compte concernant le versement anticipé EPL effectué? (1 point)

- Le versement anticipé EPL devrait être remboursé, resp. un apport à hauteur de ce versement devrait être effectué dans la caisse de pension.

c) Monsieur Hugi souhaite par ailleurs connaître la protection dont bénéficierait son épouse au titre de la prévoyance dans l'hypothèse de son décès.

1. Quelles conditions devraient être remplies pour que Madame Hugi perçoive une rente de veuve (rente de conjoint) de la prévoyance professionnelle (réglementation légale)? Partez des dispositions légales minimales. (1 point)

- *Le conjoint survivant doit pourvoir à l'entretien d'un enfant au minimum. (0,5)*
- *Le conjoint survivant doit être âgé de plus de 45 ans, et le mariage doit avoir duré au minimum cinq ans. (0,5)*

2. A combien s'élèverait la rente de veuve (prestations légales)? (0,5)

- *La rente de veuve s'élèverait, conformément au minimum légal, à 60% de la rente d'invalidité calculée.*

Bloc de questions 2 (11,25 points)

Exercice 5

Avant son embauche en qualité de nouveau responsable des ressources humaines dans une grande entreprise hôtelière, Monsieur Kunz est soumis à toute une série de tests et doit apporter la preuve qu'il est apte à faire face aux challenges les plus divers en termes de gestion du personnel. Il doit résoudre les problèmes suivants: (Total 8,25 points)

1.1

2.1

- a) Etablissez le bulletin de salaire du mois de janvier pour le manager de l'hôtel. Dans ce contexte, prenez en compte les informations suivantes:

- Salaire annuel CHF 130 000 (13^e mois de salaire inclus)
- LPP: CHF 19 680 (prime annuelle employeur + employé)
- LAA: accident professionnel 1,5%, accident non professionnel 2,8%
- IJM: 9,5 ‰ (prime totale)
- Allocations familiales: allocation pour enfant CHF 200, allocation de formation CHF 250
- Indemnité forfaitaire: CHF 350 (par mois)
- Contribution de solidarité CCT: CHF 89/an

Monsieur Kunz a deux filles et un fils (âgés respectivement de 9, 11 et 17 ans), le 13^e mois de salaire est versé mensuellement, la contribution à la CCT est prélevée en une fois sur le premier bulletin de salaire de l'année. Les assurances sociales sont – dans la mesure de ce qui est autorisé – répercutées sur les collaborateurs.

Indiquez le mode de calcul et les éventuels résultats intermédiaires. Arrondissez les résultats au CHF 0,05 le plus proche. Les différentes étapes de la solution seront évaluées de manière détaillée! (3,75 points)

<i>Salaire mensuel:</i>	<i>CHF</i>	<i>10 000</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Part du 13^e mois de salaire:</i>	<i>CHF</i>	<i>833,35</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Allocation pour enfant:</i>	<i>CHF</i>	<i>400</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Allocation de formation:</i>	<i>CHF</i>	<i>250</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Indemnité forfaitaire:</i>	<i>CHF</i>	<i>350</i>	<i>(0,25)</i>
<i>= Salaire brut:</i>	<i>CHF</i>	<i>11 833,35</i>	
<i>Déduction AVS: 5,15%</i>	<i>CHF</i>	<i>557,9</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Déduction AI: 1,1%</i>	<i>CHF</i>	<i>115,5</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Déduction AI complémentaire: 0,5%</i>	<i>CHF</i>	<i>1,65</i>	<i>(0,5)</i>
<i>Déduction LPP:</i>	<i>CHF</i>	<i>820</i>	<i>(0,25)</i>
<i>Déduction ANP: 2,8%</i>	<i>CHF</i>	<i>294</i>	<i>(0,5)</i>
<i>Déduction IJM: 0,475%</i>	<i>CHF</i>	<i>51,45</i>	<i>(0,5)</i>
<i>Déduction CCT:</i>	<i>CHF</i>	<i>89</i>	<i>(0,25)</i>
<i>= Salaire net:</i>	<i>CHF</i>	<i>9 903,85</i>	

- b) Une barmaid a été récemment embauchée pour le samedi soir. Conformément à l'accord verbal, cette barmaid perçoit un salaire horaire de CHF 28,75 (toutes allocations et indemnités incluses). Détaillez correctement le salaire horaire. Indiquez le mode de calcul et arrondissez les résultats au CHF 0,05 le plus proche. (1,5 point)

Informations: Indemnités pour jours fériés: 3,2%
 Indemnités de vacances: 4 semaines
 Part du 13^e mois de salaire: à indiquer séparément

CHF 28,75 correspond à $(100+3,2+8,33+8,33)$ soit 119,86%

<i>Salaire net:</i>	CHF	24	(0,25)
<i>Part du 13^e mois de salaire:</i>	CHF	2	(0,25)
<i>Indemnité de vacances:</i>	CHF	2	(0,5)
<i>Indemnité pour jours fériés:</i>	CHF	0,75	(0,5)

- c) Etablissez le bulletin de salaire du mois de janvier pour la barmaid. Elle a travaillé 3 samedis (à raison de 4,25 heures chacun d'eux), deux vendredis (à raison de 3,5 heures chacun d'eux), a touché une avance de CHF 400 et verse, en tant qu'employée à temps partiel, 50% de la contribution de solidarité CCT (pour les taux d'assurances sociales, voir a). (2 points)

<i>Salaire net: (19,75 x 24)</i>	CHF	474	
<i>+ Part du 13^e mois de salaire</i>	CHF	39,5	
<i>+ Indemnité de vacances:</i>	CHF	39,5	
<i>+ Indemnité pour jours fériés:</i>	CHF	15,15	
<i>= Salaire brut:</i>	CHF	568,15	(0,5)
<i>- AVS:</i>	CHF	29,25	
<i>- AI:</i>	CHF	6,25	
<i>- IJM:</i>	CHF	2,70	
<i>- Contribution CCT:</i>	CHF	44,50	(0,5)
<i>= Salaire net:</i>	CHF	485,45	
<i>- Avance:</i>	CHF	400	(0,5)
<i>= Paiement:</i>	CHF	85,45	
<i>→Dédution ANP non prise en compte:</i>			(0,5)

- d) Fin décembre 2013, Monsieur Meier reçoit ses honoraires annuels de président du conseil d'administration de l'hôtel, d'un montant de CHF 18 000 (pour la participation à 12 séances). Notez que Monsieur Meier a atteint l'âge réglementaire de la retraite le 30 avril 2013. Etablissez le bulletin de salaire pour les honoraires au titre du CA. Indiquez les différentes étapes du calcul. (1 point)

<i>Honoraires de membre du CA:</i>	CHF	18 000	
<i>Déduction AVS: (18 000-11 200 x 5,15%)</i>	CHF	350,2	(0,5)
<i>Déduction AI: (18 000/12*4 x 1,1%)</i>	CHF	66	(0,5)
<i>Salaire net:</i>	CHF	17 583,8	

Exercice 6

Pour tester les connaissances de Monsieur Kunz, le responsable des ressources humaines lui pose encore quelques questions théoriques. (Total 3 points)

- a) Tout récemment, une collaboratrice a passé avec succès l'examen de professionnelle de l'hôtellerie et reçoit à cette occasion une prime de reconnaissance de CHF 500 sous forme de complément de salaire. Cette prime de reconnaissance est-elle assujettie à l'AVS? (0,5 point)
- *Non, les primes de reconnaissance pour réussite à un examen ne sont pas assujetties à l'obligation de déclaration AVS (0,5)*
- b) Qu'en serait-il si, au lieu des CHF 500, la collaboratrice (cf. a) avait reçu un tire-bouchon en or d'une valeur de CHF 550? (0,5)
- *La contre-valeur de CHF 550 devrait alors être déclarée en tant que salaire et serait soumise aux cotisations AVS, etc. (0,5)*
- c) En 2014, l'hôtel célèbre son 30^e anniversaire. A l'occasion de cet événement et en signe de reconnaissance, chacun des 45 collaborateurs doit recevoir un bonus anniversaire de CHF 1500. Ces bonus anniversaire sont-ils assujettis à l'obligation de déclaration AVS? Justifiez votre réponse (une réponse par oui/non ne donne droit à aucun point). (0,5 point)
- *Non, les bonus ne sont pas assujettis à l'obligation de déclaration. Les dons effectués à l'occasion de l'anniversaire d'une entreprise sont exonérés des cotisations AVS à partir du 25^e anniversaire, puis, ensuite, tous les 25 ans. (0,5)*
- d) Le chef cuisinier étant sur le point de partir en retraite, l'actuel sous-chef (adjoint, main droite du chef) doit prendre sa succession. Pour être à la hauteur de la mission d'un chef cuisinier, le sous-chef souhaite suivre une formation de cuisinier en hôtellerie et restauration avec brevet fédéral. En signe de reconnaissance, l'hôtel tient à participer à hauteur de 50% aux coûts de cette formation continue (CHF 15 000 pour trois semestres). S'agit-il d'une prestation soumise à l'obligation de déclaration AVS? Justifiez votre réponse. (0,5 point)
- *Non, parce que la formation continue est en relation étroite avec l'activité professionnelle. (0,5)*

e) En fin d'année, une femme de ménage supplémentaire a été embauchée. En 2013, elle n'a toutefois gagné que CHF 1800. Selon le responsable du personnel, l'hôtel ne soumet pas les salaires de minime importance à l'AVS. (1 point)

1. Ce procédé est-il correct? Justifiez votre réponse. (0,5 point)

- *Oui. Il s'agit d'un «revenu accessoire de minime importance». La déclaration à l'AVS est facultative. (0,5)*

2. Quelle serait votre réponse si le manager de l'hôtel avait embauché la femme de ménage à titre privé? (0,5 point)

- *Dans le cas des personnes travaillant pour des particuliers, les cotisations doivent obligatoirement être acquittées. (0,5)*

Exercice 7

(11,75 points)

Les questions suivantes peuvent être résolues indépendamment les unes des autres. Indiquez les articles de loi aussi précisément que possible lorsque ceci est exigé. (Total 4,5 points)

- a) Expliquez la différence entre «heures de travail supplémentaires» et «travail supplémentaire». (1 point)
- Heures de travail supplémentaires: temps de travail qui excède la durée normale (convenue par contrat) mais qui ne dépasse pas la durée de travail maximale légale fixée par la loi sur le travail.
 - Travail supplémentaire: temps de travail qui dépasse la durée de travail maximale légale fixée par la loi sur le travail.
- b) Des heures de travail supplémentaires peuvent-elles être ordonnées, resp. un collaborateur est-il tenu d'effectuer des heures de travail supplémentaires lorsque son employeur l'exige? Argumentez votre réponse en indiquant l'article de loi correspondant. (0,5 point)
- Oui, un employé est tenu d'effectuer des heures de travail supplémentaires lorsque les circonstances l'exigent et dans la mesure où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander. Art. 321c al. 1 CO
- c) Quelles conditions doivent être réunies pour que les heures de travail supplémentaires puissent être compensées par le versement d'un salaire (au lieu d'un congé) (dès lors qu'aucune clause contractuelle n'a été prévue)? Indiquez l'article de loi. (1 point)
- Le salaire versé pour les heures de travail supplémentaires doit être calculé d'après le salaire normal, majoré d'un supplément d'un quart (25%) au minimum. Art. 321c al. 3 CO
- d) Quelles sont les deux conditions requises pour qu'un cadre ait droit au paiement d'heures de travail supplémentaires? (1 point)
- Les heures de travail doivent être stipulées précisément dans le contrat (p. ex. 42 heures/semaine)
 - La prise en compte des éventuelles heures de travail supplémentaires ne doit pas faire l'objet d'une exclusion écrite.

- e) Madame Müller est de nationalité allemande et a établi son domicile officiel en Suisse en 2012. A l'été 2014, elle épouse un collègue de travail de nationalité suisse avec lequel elle est liée depuis son enregistrement en Suisse. Y aura-t-il des modifications sur le bulletin de salaire du fait du mariage? Justifiez votre réponse (la réponse oui/non ne donne droit à aucun point) (1 point).
- *Oui. Jusqu'à présent, Madame Müller était assujettie à l'impôt à la source. A partir du mois suivant le mariage, elle sera imposée de manière ordinaire. La déduction de l'impôt à la source sera alors supprimée.*

Exercice 8

Monsieur Meier dirige une entreprise d'électricité de taille moyenne à Zurich. L'entreprise compte environ 15 collaborateurs et travaille essentiellement dans le montage électrique. Chaque collaborateur dispose d'un véhicule d'entreprise équipé d'outils et d'un stock de base de matériel. Ces derniers temps, Monsieur Meier note assez fréquemment la disparition de différents outils dans les véhicules. (Total 3,25 points)

- a) De quelle possibilité Monsieur Meier dispose-t-il pour se protéger financièrement à l'égard de ses collaborateurs contre la perte des outils? (Indiquez l'article de loi, les réponses oui/non ne donnent droit à aucun point) (1 point)
- *Il peut retenir une partie du salaire*
 - *Art. 323a CO*
- b) Après avoir donné sa démission, l'un des monteurs doit restituer son véhicule de montage. Monsieur Meier constate malheureusement qu'il manque une perceuse d'une valeur de CHF 450,-. Il souhaiterait prélever ces CHF 450 directement sur le salaire du monteur. Est-ce permis? (Indiquez l'article de loi correspondant, les réponses oui/non ne donnent droit à aucun point) (1 point)
- *Oui, la compensation est permise. Art. 120 CO*
- c) Au lieu de la perceuse, c'est un appareil de mesure de CHF 4000 qui manque. Monsieur Meier souhaiterait donc déduire les CHF 4000 du salaire et retenir cette somme jusqu'à ce que l'appareil soit retrouvé. La retenue de salaire est-elle permise dans ce cas? Justifiez votre réponse. Indiquez l'article de loi. (1,25 point)
- *La retenue sur le salaire n'est pas permise à hauteur de cette somme. Elle ne doit pas être supérieure à 1/10^e du salaire dû le jour de la paie. Au total, elle ne doit pas excéder le montant du salaire d'une semaine de travail.*
 - *Art. 323a al. 2 CO*

Exercice 9

Madame Rothenberger dirige un petit cabinet dentaire à Baden. Elle a agrandi son équipe et a besoin de vos conseils fiduciaires. Veuillez lui apporter des réponses aux questions suivantes: (Total 4 points)

- a) A la suite d'un débordement de la Limmat pendant la nuit, le cabinet est retrouvé inondé au petit matin. Madame Rothenberger renvoie ses collaborateurs chez eux, car ils ne peuvent pas travailler.

Peut-elle déduire les jours perdus du fait de l'inondation (3 jours ouvrés) des jours de vacances de ses collaborateurs? Justifiez votre réponse (indiquez l'article de loi correspondant) (1 point)

- *Non. C'est elle qui, en qualité d'employeur, s'est trouvée dans l'incapacité d'accepter l'exécution du travail. Elle est donc tenue de verser le salaire dans son intégralité. (0,5)*
- *Art. 324 CO (0,5)*

- b) Après quelques absences, une hygiéniste dentaire (taux d'occupation de 100%) se retrouve en arrêt maladie pour incapacité totale de travail par suite de surmenage, et ce, pour une durée de 5 mois à compter du 15 juin 2014. Madame Rothenberger souhaite se séparer de cette collaboratrice à son service depuis un peu plus d'un an et régulièrement absente pour cause de maladie. (1 point)

A quelle date Madame Rothenberger peut-elle, au plus tôt, licencier sa collaboratrice, et à quelle échéance? (Deux réponses sont exigées, indiquez l'article de loi)

- *Délai de blocage en cas d'empêchement de travailler (sans faute de la part du collaborateur) à partir de la deuxième année de service: 90 jours*
- *Préavis de licenciement de la deuxième à la neuvième année de service: 2 mois pour la fin d'un mois (réglementation légale)*
 - o *Réception du licenciement: 15 septembre 2014 (en fait, le 13 septembre 2014, mais il s'agit d'un samedi) (0,5)*
 - o *Licenciement avec effet au 30 novembre 2014 (0,5)*

- c) Madame Rothenberger a entendu dire qu'un employeur pouvait réduire la durée des vacances. Elle décide de le faire dans le cadre légal. Le 30 juin 2014, elle informe sa collaboratrice de ses droits en matière de vacances pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014. Calculez les journées de vacances auxquelles la collaboratrice a droit (droit minimal légal) en tenant compte des informations suivantes. Indiquez l'article de loi correspondant. (1 point)

Age de la collaboratrice: 35 ans

Absences en 2014: janvier 2 jours, février 2 jours, mars 5 jours, avril 16 jours, mai 21 jours, juin 15 jours

Droit aux vacances du 1^{er} janvier au 30 juin (avant réduction) = $20 : 12 \times 6 = 10$ jours

Jours d'absence: 50

Réduction de $1/12^e$ par mois complet > $20 : 12 = 1,67$ jours

- Droit aux vacances du 1^{er} janvier au 30 juin (après réduction): $10 - 1,67 = 8,33$ jours (0,5)

- Art. 329b al. 1 (0,5)

- d) Madame Rothenberger a procédé au licenciement de l'hygiéniste dentaire en se conformant aux dispositions légales; le licenciement sera effectif au 31 décembre 2014. Etant donné qu'elle n'était pas satisfaite du travail de cette collaboratrice, elle décide de ne pas lui verser de gratification en 2014 (le cabinet a versé des gratifications pour la première fois en 2013). Elle en informe sa collaboratrice le dernier jour de travail.

La collaboratrice se défend et estime qu'elle a droit au moins à une partie de la gratification.

Qui a raison? Justifiez votre réponse et indiquez l'article de loi correspondant. (1 point)

La gratification ne relevant pas d'une disposition contractuelle, elle est due à partir du moment où elle a été versée à plusieurs reprises; à moins, que son caractère facultatif, etc., n'ait été stipulé clairement. Comme la gratification a été versée pour la première fois en 2013, il n'y a pas vraiment eu de récurrence, et on ne peut dès lors partir du principe d'une «gratification due». Par ailleurs, le contrat de travail de la collaboratrice a été résilié, ce qui réduit encore le droit à la gratification.

- Art. 322d CO

Branche 503 Comptabilité de Base

Proposition de solution Problème 3

Comptabilité de base

Temps imparti: 75 minutes
Nombre maximal de points: 37,5

Exercice 1: Ecritures avec taxe sur la valeur ajoutée

(22,5 points)

La société Mobiliara SA produit du mobilier de bureau, elle gère le **stock de matières premières avec un inventaire permanent**; le **stock de produits semi-fabriqués** est géré **de manière dormante** et le **stock de produits finis** est également géré **avec un inventaire permanent**.

Mobiliara SA tient une comptabilité débiteurs/créanciers.

Mobiliara SA établit le décompte TVA selon la méthode effective et sur la base de contre-prestations convenues. Elle enregistre la taxe sur la valeur ajoutée selon la méthode nette.

Sauf indication contraire, tous les montants s'entendent *hors* taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée s'élève à 8 %.

Les clients sont uniquement domiciliés sur le marché domestique. Tous les fournisseurs sont également suisses et soumis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Utilisez le plan comptable joint (plan comptable PME)!

L'exercice **se termine au 31.12**. Les opérations portent sur l'exercice en cours et sur les écritures de clôture de l'exercice en cours. Les opérations sont indépendantes les unes des autres.

Comptabilisez les opérations suivantes:

Exercice 1.1

(1,5 point)

Facture d'un fournisseur de matières premières de CHF 27 950.

Débit	Crédit	Montant
Stock de matières premières	Dettes issues de P+L	27 950,00
Impôt préalable matériel et prestations	Dettes issues de P+L	2 236,00

Exercice 1.2**(1,5 point)**

Le service de réception de Mobiliara SA constate qu'une livraison de matières premières contient des pièces défectueuses. Le fournisseur a établi un avoir de CHF 1397,50. Enregistrez cet avoir.

Débit	Crédit	Montant
Dettes issues de P+L	Stock de matières premières	1 397,50
Dettes issues de P+L	Impôt préalable matériel et prestations	111,80

Exercice 1.3**(2 points)**

Mobiliara SA règle une facture fournisseur de CHF 27 000 (matières premières) qui a déjà été comptabilisée et pour laquelle un escompte de 2 % a été convenu.

Débit	Crédit	Montant
Dettes issues de P+L	Stock de matières premières	540,00
Dettes issues de P+L	Impôt préalable matériel et prestations	43,20
Dettes issues de P+L	Banque	28 576,80

Exercice 1.4**(0,5 point)**

Un employé de production a pris pour le mandat de production en cours des matières premières de CHF 6987,50 de l'entrepôt. Comptabilisez ce bon de commande de matériel.

Débit	Crédit	Montant
Charges de matières premières	Stock de matières premières	6'987.50

Exercice 1.5**(0,5 point)**

La production a fabriqué des produits finis pour une valeur de CHF 55 270 et les a livrés à l'entrepôt. Comptabilisez cette opération.

Débit	Crédit	Montant
Stock de produits finis	Variation du stock de produits finis	55 270,00

Exercice 1.6**(2 points)**

Nous livrons sur facture 7 meubles de bureau identiques à un client. Le prix de vente s'élève à CHF 2570 par pièce; les coûts de production sont de CHF 1542 par pièce. Vous devez encore comptabiliser cette opération.

Débit	Crédit	Montant
Créances issues de P+L	Produit de la fabrication	17 990,00
Créances issues de P+L	Impôt sur le chiffre d'affaires	1 439,20
Variation du stock de produits finis	Stock de produits finis	10 794,00

Exercice 1.7**(2 points)**

Mobiliara SA s'est mis d'accord avec un client sur le retour d'un meuble de bureau au prix de vente de CHF 3850 par pièce et au coût de production de CHF 2310 par pièce. Comptabilisez ce retour du client.

Débit	Crédit	Montant
Produit de la fabrication	Créances issues de P+L	3 850,00
Impôt sur le chiffre d'affaires	Créances issues de P+L	308,00
Stock de produits finis	Variation du stock de produits finis	2 310,00

Exercice 1.8**(1,5 point)**

Mobiliara SA accorde à un client une remise de CHF 1131,20 et établit un avoir correspondant. Comptabilisez l'avoir de remise.

Débit	Crédit	Montant
Produit de la fabrication	Créances issues de P+L	1 131,20
Impôt sur le chiffre d'affaires	Créances issues de P+L	90,50

Exercice 1.9**(3 points)**

Mobiliara SA reçoit une facture du transporteur de CHF 3755 pour des marchandises réceptionnées et CHF 2750 pour des marchandises expédiées. Comptabilisez cette facture.

Débit	Crédit	Montant
Frais marchandises réceptionnées	Dettes issues de P+L	3 755,00
Impôt préalable matériel et prestations	Dettes issues de P+L	300,40
Frais marchandises expédiées	Dettes issues de P+L	2'750,00
Impôt préalable matériel et prestations	Dettes issues de P+L	220,00

Exercice 1.10**(0,5 point)**

Il convient de tenir compte d'une hausse de CHF 4525 du stock de produits semi-finis.

Débit	Crédit	Montant
Stock produits semi-finis	Variations du stock de produits semi-finis	4'525,00

Exercice 1.11**(0,75 point)**

Le compte du stock de matières premières présente un solde de CHF 64 565; d'après l'inventaire, le stock final de matières premières correct s'élève à CHF 65 353.

Débit	Crédit	Montant
Stock matières premières	Différence d'inventaire	788,00

Exercice 1.12**(2 points)**

Pour la mise en place de notre salle de conférence nous avons besoin de 2 bureaux identiques provenant de l'entrepôt des produits finis. Coûts de production d'un tel bureau: CHF 585; prix de vente par pièce: CHF 975.

Débit	Crédit	Montant
Variations du stock de produits finis	Stock de produits finis	1 170,00
Biens meubles	Prestations propres	1 170,00

Exercice 1.13**(0,5 point)**

Un client règle une facture échue correspondant à une livraison déjà comptabilisée préalablement sur le compte bancaire de Mobiliara SA. La facture s'élève à CHF 14 049,50, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

Débit	Crédit	Montant
Banque	Dettes issues de P+L	14 049.50

Exercice 1.14**(2 points)**

Un client a effectué un versement de CHF 25 500 pour une grosse commande d'un montant total de CHF 42 500; ce règlement (facturation et réception du règlement) est déjà comptabilisé. La livraison est désormais intervenue; comptabilisez le **décompte final** au client.

Débit	Crédit	Montant
Acomptes / versements reçus	Produit de la fabrication	25 500,00
Dettes issues de P+L	Produit de la fabrication	17 000,00
Dettes issues de P+L	Impôt sur le chiffre d'affaires	1 360,00

Exercice 1.15**(0,75 point)**

La facture de CHF 3522 pour une assurance choses pour l'année à venir a déjà été comptabilisée dans le compte de résultat. L'année précédente, la facture pour la même assurance choses s'élevait à CHF 3931. Le compte transitoire a été clôturé au début de l'année.

Débit	Crédit	Montant
Régularisation des actifs	Assurances de choses	3 522,00

Exercice 1.16**(0,75 point)**

Le compte «Congés et heures supplémentaires» est géré de manière dormante. Le solde initial est de CHF 35 500. Dans l'exercice à clôturer, des heures supplémentaires ont été compensées pour un montant de CHF -5325. Sur la même période, l'avoir de vacances des collaborateurs a augmenté de CHF 2675. Comptabilisez la différence de l'avoir des heures supplémentaires et congés des collaborateurs au 31 décembre.

Débit	Crédit	Montant
Congés et heures supplémentaires	Charges salariales	2 650,00

Exercice 1.17**(0,75 point)**

Pendant l'exercice en cours, le stock de créances solvables (sûres) a baissé de CHF 38 500. La correction de valeur forfaitaire des créances solvables (sûres) demeure de 5 %. La provision sur les créances douteuses (incertaines) a baissé de CHF 1285. Le solde initial du compte Correction de valeur créances (ducroire) s'élève à CHF 7200. Comptabilisez l'ajustement du compte Correction de valeur créances (ducroire).

Débit	Crédit	Montant
Correction de valeur des créances (ducroire)	Pertes sur créances	3 210,00

Exercice 2: Emploi du bénéfice de la SA**(6 points)****Exercice 2.1****(2 points)**

Calculez la **première dotation minimale** aux réserves légales générales/réserves légales issues du bénéfice conformément au Code des obligations et entourez la bonne réponse. Calcul pertinent et compréhensible, sinon pas de point!

Situation de départ: Bilan **avant** répartition des bénéfices

Actifs		Passifs	
Liquidités	64 377,50	Capitaux étrangers	2 176 1,00
Créances	723 550,00	Capital-actions	800 000,00
Capital-actions non libéré	200 000,00	Réserves légales générales/réserves légales issues du bénéfice	117 187,50
Stock	462 760,00	Réserves libres/réserves facultatives issues du bénéfice	251 200,00
Actifs immobilisés	2 313 8,00	Report des bénéfices	45 000,00
		Bénéfice annuel	375 000,00
Total du bilan	<u>3 764 487,50</u>	Total du bilan	<u>3 764 487,50</u>

Entourez la bonne réponse.

	Première dotation minimale	Calcul	
A	40 000,00	Limite dépassée et non libéré pas de prise en compte	0,5
B	27 750,00	Limite dépassée et report des bénéfices avec prise en compte	0,75
C	2812.50	Correct	2
D	18.750,00	Limite dépassée	1
E	42 812.50	Non libéré, pas de prise en compte et plus de 5 % pris	0,5
F	21 000,00	Limite dépassée, non libéré pas de prise en compte, report des bénéfices	0.25
G	37 500,00	10 % pris et limite dépassée	0,5
H	42 000,00	10 % pris et report des bénéfices et limite dépassée	0.25

Exercice 2.2

(2 points)

L'entreprise prévoit de verser un **dividende de base** et un **super dividende** de **CHF 500 000**.
 Calculez la **deuxième dotation minimale** aux réserves légales générales/réserves légales issues du bénéfice en tenant compte de la consigne du conseil d'administration, selon laquelle celles-ci doivent être conformes aux dispositions légales et aussi faibles que possible. Entourez la bonne réponse. Calcul pertinent et compréhensible, sinon pas de point!

Situation de départ: Bilan **avant** répartition des bénéfices

Actifs		Passifs	
Actif circulant	9 865 550,50	Capitaux étrangers	14 798 400,00
Actifs immobilisés	15 734 600,00	Capital-actions	4 500 000,00
		Capital de participation	35 000,00
		Réserves légales générales/réserves légales issues du bénéfice	2 240 000,00
		Report des bénéfices	2 800 000,00
		Bénéfice annuel	1 226 750,00
Total du bilan	<u>25 600 150,00</u>	Total du bilan	<u>25 600 150,00</u>

Entourez la bonne réponse.

	Deuxième dotation minimale	Calcul	
A	50 000,00	Limite dépassée	1
B	0	Simplement erroné	0
C	25 000,00	Taux incorrect	0,5
D	27 500,00	correct	2
E	10 000,00	Cap de part. pas pris en compte	1
F	122 675,00	Sur le bénéfice annuel au lieu du superdividende	0
G	61 337,50	Sur le bénéfice annuel au lieu du superdividende et taux erroné	0
H	226 750,00	Sur capital-actions et capital de participation	0

Exercice 2.3

(2 points)

Calculez la **première dotation minimale** aux réserves légales générales/réserves légales issues du bénéfice conformément au Code des obligations et entourez la bonne réponse. Calcul pertinent et compréhensible, sinon pas de point!

Situation de départ: Bilan **avant** répartition des bénéfices

Actifs		Passifs	
Actif circulant	436 320,00	Capitaux étrangers	977 200,00
Actifs immobilisés	1 104 130,00	Capital-actions	475 000,00
Report de pertes	150 000,00	Réserves légales générales/réserves issues du bénéfice	80 750,00
		Bénéfice annuel	157 500,00
Total du bilan	<u>1 690 450,00</u>	Total du bilan	<u>1 690 450,00</u>

Entourez la bonne réponse.

	Première dotation minimale	Calcul	
A	7 875,00	Report de pertes non déduit	1
B	15 750,00	Taux erroné et report de pertes non déduit	0.25
C	750,00	Taux erroné	0,5
D	0	Simplement erroné	0
E	1 500,00	Taux incorrect	0
F	375,00	correct	2
G	32 500,00	CA pris et 10 %	0
H	23 750,00	CA pris et 5 %	0

Exercice 3: Réserves latentes**(4,5 points)****Exercice 3.1****(0,5 point)**

Une machine acquise au prix de CHF 100 000 est amortie de la façon suivante:

Clôture externe: amortissement dégressif à 40 % de la valeur comptable

Clôture interne: linéaire sur 5 ans sur une valeur résiduelle de CHF 8000

La machine a été achetée au cours de l'exercice précédent; un amortissement sur l'année complète a été pris en compte au cours de l'année d'achat.

Quelles en sont les conséquences sur les réserves latentes dans la clôture externe? Présentez vos calculs.

Augmentation 5 600,00

Exercice 3.2**(1 point)**

Les provisions de garantie présentent un solde initial de CHF 125 000 et un solde final de CHF 95 000 dans la clôture externe. De façon réaliste, nous ne tablons pas sur une modification des cas de garantie.

Quelles en sont les conséquences sur les réserves latentes dans la clôture externe? Présentez vos calculs.

Diminution 30 000,00 (SF 95 000 - SI 125 000)

Exercice 3.3

(3 points)

Une entreprise commerciale évalue son stock de marchandises dans le bilan externe à **2/3** de la valeur réelle. Au début de la période comptable, la valeur interne du stock de marchandises s'élève à CHF 54 000. Le compte stock de marchandises est géré comme un compte dormant. Le compte Charges de marchandises présente un solde de CHF 648 000 **avant comptabilisation des variations de stock**. Le stock final du stock de marchandises selon le bilan externe s'élève à CHF 32 040.

Exercice 3.3.1

(0,5 point)

Quelle est la valeur d'achat des marchandises achetées dans la clôture externe?

648 000,00

Exercice 3.3.2

(0,5 point)

Quelle est la valeur d'achat des marchandises achetées dans la clôture interne?

653 940.00

Exercice 3.3.3

(1 point)

Comment les réserves latentes évoluent-elles dans la clôture externe? Indiquez le montant et précisez s'il s'agit d'une augmentation ou d'une diminution.

☐ Augmentation

Diminution de1980.....

☐ Diminution

Exercice 3.3.4

(1 point)

Quel est le stock final du stock de marchandises dans la clôture interne?

48 060,00

Exercice 4 Comptabilité des biens immobiliers**(4,5 points)**

Mobiliara SA (même société que dans l'exercice 1) tient une comptabilité distincte pour les biens immobiliers. Le trafic des paiements intervient par l'intermédiaire de la banque. Ne pas tenir compte de la taxe sur la valeur ajoutée! Pour le reste, même situation de départ et même plan comptable que l'exercice 1.

Enregistrez les opérations suivantes:

Exercice 4.1**(0,5 point)**

Facture de CHF 2578 pour l'éclairage des parties communes (escaliers, etc.) de l'immeuble.

Débit	Crédit	Montant
Charges immobilières	Autres engagements à court terme	2 578,00

Exercice 4.2**(0,5 point)**

Facture d'électricité de CHF 6145,25 pour la consommation de l'entreprise.

Débit	Crédit	Montant
Charges des locaux	Dettes issus de P+L	6 145.25

Exercice 4.3**(0,5 point)**

Loyers impayés des locataires à la fin de l'exercice fiscal CHF 4255.

Débit	Crédit	Montant
Régularisation des actifs	Loyers de tiers	4 255,00

Exercice 4.4**(0,5 point)**

Loyers pré-payés des locataires pour le mois de janvier de l'année prochaine CHF 19 458.

Débit	Crédit	Montant
Loyers de tiers	Régularisation des passifs	19 458,00

Exercice 4.5**(0,5 point)**

Taux hypothécaire échu à la fin de l'exercice fiscal CHF 27 515.

Débit	Crédit	Montant
Charges immobilières	Régularisation des passifs	27 515,00

Exercice 4.6**(0,5 point)**

Amortissement sur l'immeuble CHF 35 000.

Débit	Crédit	Montant
Charges immobilières	Correction de valeur biens immobiliers	35 000,00

Exercice 4.7**(0,5 point)**

Imputation des loyers pour les locaux utilisés par l'entreprise CHF 147 750.

Débit	Crédit	Montant
Charges locaux	Loyer commercial	147 750,00

Exercice 4.8**(0,5 point)**

Réserve de fuel à la fin de l'exercice fiscal CHF 8500. Au cours de l'année, les achats de fuel ont été imputés sur la facture immobilière en cours.

Débit	Crédit	Montant
Régularisation des actifs	Charges immobilières	8 500,00

Exercice 4.9**(0,5 point)**

Transfert des travaux de maintenance occasionnant une plus-value déjà enregistrés sur les résultats d'un montant de CHF 25 700.

Débit	Crédit	Montant
Biens immobiliers	Charges immobilières	25 700,00

Branche 504 Fiscalité de base

Proposition de solution Problème 4

Fiscalité de base

Temps imparti: 75 minutes
Nombre maximal de points: 37,5

Pour l'ensemble des exercices, les textes de loi demandés devront être indiqués de manière aussi précise que possible. Il convient de spécifier la loi ou l'ordonnance avec mention de l'article concerné ainsi que, le cas échéant, de l'alinéa et du chiffre.

Exercice 1 (13 points)

1.1 Melanie Steinhöfer est coiffeuse de formation. Lors de la naissance de son fils Marc, elle a quitté l'emploi qu'elle occupait depuis des années mais souhaite néanmoins continuer à faire des coupes de cheveux à ses amies. Elle s'interroge pour savoir si sa petite activité d'appoint est considérée comme une activité professionnelle indépendante par les autorités fiscales, et s'adresse à vous en tant que spécialiste. Veuillez répondre aux questions suivantes.

a) Quelles conditions doivent être réunies pour que l'on soit en présence d'une activité indépendante d'un point de vue fiscal?

- **Activité exercée à ses propres risques**
- **Engagement de travail et de capital**
- **Libre choix de l'organisation**
- **Intention de réalisation d'un profit**
- **Participation systématique et durable aux échanges économiques**

b) Évaluez si, selon les indications suivantes, Madame Steinhöfer est réputée exercer une activité indépendante (la réponse devra être justifiée).

- Elle installe une pièce dédiée à son activité dans sa maison.
- Des marchandises sont vendues au prix coûtant.
- Elle facture un tarif horaire d'environ CHF 25.
- Elle ne fait pas de publicité.

On peut partir du principe qu'il s'agit d'un passe-temps/hobby. L'intention de réaliser un profit (le tarif facturé couvre à peine les coûts), une participation évidente aux échanges économiques et l'engagement de capital font défaut.

1.2.1 Depuis des années, Harald Summermatter dirige le restaurant «Löwen» à Wetzikon. Ces dernières années, les affaires n'ont cessé de se dégrader et en 2012, l'entreprise a affiché des pertes commerciales. Monsieur Summermatter s'adresse à vous avec des questions concernant la clôture de l'exercice 2013.

a) Un ami a conseillé à Monsieur Summermatter, par mesure de précaution, de constituer des provisions pour pertes futures.

Expliquez la notion de provisions:

Passifs prenant en compte des dépenses encourues au cours de l'exercice comptable mais dont le montant ou l'existence juridique sont encore incertains.

b) Des provisions pour futures pertes sont-elles possibles? Justifiez votre réponse.

Non, les pertes d'années ultérieures ne se rapportent pas à l'exercice comptable concerné (infraction au principe de la comptabilité d'exercice).

c) Les provisions suivantes sont-elles licites sur le plan du droit des impôts? Répondez aux questions suivantes par oui ou non:

1.	Dépenses pour des dégâts matériels sur un véhicule d'entreprise, dont la facture n'a pas encore été reçue lors de la clôture des comptes.	Oui
2.	Provisions pour réparations importantes sur l'immeuble commercial.	Oui
3.	Provisions pour chiffre d'affaires soumis à la garantie.	Oui
4.	Provisions pour mandats de recherche et développement de tiers d'un montant de CHF 1 200 000.	Non

1.2.2 Monsieur Summermatter n'a cessé d'avoir des problèmes avec les autorités fiscales. Cette année, il souhaite régler le plus rapidement possible ses affaires fiscales et vous demande de calculer les parts privées à recenser dans sa comptabilité. Calculez les parts privées concernant les positions suivantes conformément à la Notice N°1/2007 de l'Administration fédérale des contributions (Notice sur la manière d'estimer les prélèvements en nature et les parts privées aux frais généraux des propriétaires d'entreprises en annexe) sur la base des informations suivantes:

- Le restaurant est exploité par Monsieur Summermatter et sa femme.
- Monsieur Summermatter est un gros fumeur.
- Le logement situé au-dessus du restaurant est habité par Monsieur Summermatter, sa femme et son fils Gian âgé de 10 ans.
- Monsieur Summermatter possède une Ford qui est surtout utilisée à des fins professionnelles. Il ne tient pas de livre de bord. Le véhicule a une valeur comptable de CHF 5000, son prix d'achat il y a huit ans était de CHF 33 000 hors TVA, le prix de catalogue est de CHF 37 000 hors TVA.

Prélèvements de marchandises:

Monsieur Summermatter : **8680**

Madame Summermatter : **6480**

Fils Gian : **3240**

Total **18 400**

Part privée aux frais de chauffage,
éclairage, nettoyage,
moyens de communication modernes: **5040**

Part privée aux frais d'automobile **3168**

Total des parts privées comptabilisées = **26 608**

1.2.3 Lors de la clôture des comptes, les amortissements requis doivent être également comptabilisés.

L'immeuble «Löwen» est la propriété de Monsieur Summermatter. Les informations suivantes sont à votre disposition:

- Valeur d'acquisition (terrain compris): CHF 1 200 000.
- Amortissements comptabilisés jusqu'alors: CHF 680 000.
- Valeur comptable au 31 décembre 2013, terrain compris: CHF 520 000.
- La valeur du terrain sans l'immeuble s'élève à CHF 500 000.
- Les amortissements ont été effectués sur un mode linéaire sur la valeur d'acquisition.

a) Quel taux d'amortissement doit être appliqué?

2%

b) Calculez l'amortissement maximal possible:

CHF 20 000: La valeur comptable après l'amortissement ne peut pas être inférieure à la valeur du terrain. L'amortissement s'élève donc à CHF 20'000 (valeur comptable CHF 520 000 – valeur du terrain CHF 500 000).

Calculez l'amortissement du véhicule d'entreprise sur la base des informations de l'exercice 1.2.2. Les amortissements s'effectuent à partir de la valeur comptable:

c) Quel taux d'amortissement doit être appliqué?

40%

d) Calculez l'amortissement maximal possible:

40% de la valeur comptable CHF 5000 = CHF 2000.

1.2.4 Au cours de l'exercice, Monsieur Summermatter a subi une perte d'un montant de CHF 61 000.

Pendant combien de temps, les pertes sur exercices antérieurs peuvent-elles être imputées sur les bénéfices futurs? Nommez l'article de la LIFD correspondant.

7 ans selon l'art. 211 LIFD (jusqu'au 31.12.2013) ou l'art. 31 LIFD (à partir du 01.01.2014)

Exercice 2 (7 points)

2.1 Depuis des années, Monsieur Konrad Oberholzer exploite son garage en tant qu'entreprise individuelle. Pour des raisons de santé et pour assurer l'avenir de son entreprise à long terme pour son fils, Monsieur Oberholzer souhaite restructurer et moderniser son exploitation. Vous êtes depuis longtemps son agent fiduciaire et en cette qualité, il vous demande des informations sur les possibilités de remploi sans incidence fiscale.

a) Citez les conditions devant être réunies pour des remplois sans incidence fiscale, ainsi que les articles LIFD correspondants:

- **Art. 30 LIFD**
- **Remploi de biens immobilisés nécessaires à l'exploitation**
- **Remploi sur le territoire de la Suisse**
- **Remploi dans un délai raisonnable**

b) Monsieur Konrad Oberholzer voudrait savoir si un remploi sans incidence fiscale est possible dans le cadre des opérations commerciales suivantes. Veuillez justifier votre réponse.

b1) Monsieur Oberholzer souhaite remplacer les anciens ponts élévateurs par des neufs en 2014.

Oui, les remplois font partie des biens immobilisés et le remplacement s'effectue dans les délais.

b2) Les salles d'exposition du garage sont réparties sur deux immeubles. L'un d'eux doit être vendu et les recettes seront investies en titres.

Non, le remploi d'un immeuble par des biens mobiliers n'est pas possible (par ailleurs les titres ne représentent pas des éléments de la fortune commerciale).

b3) Même situation que b2), ici toutefois, le produit de la vente de l'immeuble est investi pour une expansion à l'étranger, à savoir un bien foncier en Allemagne.

Non, le remploi ne s'effectue pas sur le territoire de la Suisse.

b4) Même situation que b2), ici toutefois, le produit de la vente de l'immeuble est investi dans un délai de deux ans en Suisse, dans un immeuble résidentiel comprenant une petite salle d'exposition. Le produit de la location des logements s'élève à CHF 65 000, la valeur locative anticipée des salles d'exposition est estimée à CHF 25 000.

Non, l'immeuble doit être rattaché à la fortune privée en conformité avec la méthode de la prépondérance.

b5) Un ancien pont élévateur est vendu. Le produit de la vente est investi en 2014 dans un véhicule de dépannage.

Oui, emploi de biens immobilisés nécessaires à l'exploitation. Emploi dans les délais prévus.

b6) Même situation que b5). Cette fois, Monsieur Konrad Oberholzer souhaite constituer une provision et décider dans quatre à cinq ans du réinvestissement.

Non, pas de emploi dans le délai raisonnable.

2.2 Pour les situations suivantes, calculez le volume des emplois sans incidence fiscale selon la méthode absolue. Indiquez par ailleurs la valeur comptable du nouvel investissement.

- a) L'agriculteur Thomas Zwyssig remplace son ancienne trayeuse. D'une valeur comptable de CHF 20 000, l'ancienne trayeuse peut être vendue à CHF 80 000. Le prix de la nouvelle machine s'élève à CHF 350 000.

Valeur comptable	CHF 20 000
Prix de vente	CHF 80 000

Réserves latentes réalisées	CHF 60 000
Prix de la nouvelle machine	CHF 350 000
Emploi	CHF 60 000

Valeur comptable de l'installation informatique	CHF 290 000

- b) Hannes Knäusel, Engins de chantier, vend son ancien excavateur d'une valeur comptable de CHF 10 000, au prix de CHF 50 000 et investit l'argent dans une nouvelle installation informatique d'un montant de CHF 40 000.

Valeur comptable	CHF 10 000
Prix de vente	CHF 50 000

Réserves latentes réalisées	CHF 40 000
Prix de la nouvelle machine	CHF 40 000
Emploi	CHF 30 000 (1)

Valeur comptable de la nouvelle machine	CHF 10 000

(1) au maximum à concurrence de la valeur comptable de l'ancienne machine

Exercice 3 (10 points)

Les solutions doivent être conformes aux dispositions de la LIFD. Les éventuelles répercussions fiscales au niveau cantonal ou sur l'impôt anticipé n'ont pas à être traitées. Les textes de loi demandés devront être indiqués de manière aussi précise que possible. Il convient de spécifier la loi ou l'ordonnance et de mentionner l'article concerné ainsi, le cas échéant, que l'alinéa et le chiffre.

Monsieur Gerhard Beck (63 ans) est gérant et actionnaire unique de la «Beck Services SA», et souhaite bientôt prendre sa retraite. Monsieur Peter Hauser (40 ans) souhaiterait quant à lui reprendre la direction de cette entreprise et racheter les actions à Gerhard Beck. Le bilan, simplifié, de la société se présente ainsi:

Bilan Beck Services SA au 31 décembre 2013 (CHF)

Actif circulant	400 000	Capitaux étrangers	200 000
Immobilisations*	600 000	Capital-actions	200 000
		Réserves issues	200 000
		d'apports en capitaux	
		Autres réserves	400 000
Total	1 000 000		1 000 000

*Il existe des réserves latentes de CHF 200 000 sur les immobilisations.

Le capital-actions de la société est divisé en 100 actions d'une valeur nominale de CHF 2000. La valeur vénale de Beck Services SA au 31 décembre 2013 s'élève à CHF 1 000 000. Les actions sont détenues dans le patrimoine privé de Gerhard Beck.

La vente de la société au 1^{er} janvier 2014 est en cours de discussion. Etant donné que Peter Hauser ne peut financer qu'un prix de CHF 600 000, les options suivantes sont envisagées pour le transfert de l'entreprise. Elles sont à évaluer ci-après.

- 3.1. **Option 1:** Gerhard Beck vend ses 100 actions au 1^{er} janvier 2014 à la valeur vénale de 1 000 000 à Peter Hauser. Comme ce dernier ne peut, actuellement, payer que CHF 600 000, un contrat de prêt sur dix ans (contrat privé entre Monsieur Beck et Monsieur Hauser) est conclu pour le montant restant de CHF 400 000, à un taux d'intérêt de 2%.

Évaluez les répercussions fiscales de cette opération pour Gerhard Beck en matière de gains en capital et d'intérêts de l'emprunt (pour l'année 2014).

Indiquez, pour chaque type de produit, s'il s'agit d'un produit imposable ou exonéré d'impôt, et calculez le montant pour les produits imposables. Dans chaque cas, indiquez les textes de loi afférents.

3.1.1. Gains en capital: **exonérés d'impôt (gains en capital privés)**

3.1.2. Texte de loi (gains en capital): **art. 16, al. 3 LIFD**

3.1.3. Intérêts de l'emprunt: **imposables CHF 8 000 (CHF 400 000 * 2%)**

3.1.4. Texte de loi (intérêts de l'emprunt): **art. 20, al. 1, let. a LIFD**

3.2. **Option 2:** Avant la vente au 1^{er} janvier 2014, Gerhard Beck procède à la distribution de dividendes d'un montant de CHF 400 000 (CHF 200 000 de réserves issues d'apports en capital et CHF 200 000 d'autres réserves). La valeur vénale de la société est donc abaissée à CHF 600 000 et vendue à ce prix à Peter Hauser.

Evaluez les répercussions fiscales de cette opération pour Gerhard Beck concernant les deux types de dividendes distribués. Indiquez, pour chaque type de produit, s'il s'agit d'un produit imposable ou exonéré d'impôt, et calculez le montant pour les produits imposables. Dans chaque cas, indiquez les textes de loi afférents.

3.2.1. Dividendes des réserves issues d'apports en capital: **exonérés d'impôt (analogue au remboursement du capital social)**

3.2.2. Texte de loi (dividendes de réserves issues d'apports en capital): **art. 20, al. 3 LIFD**

3.2.3. Dividendes d'autres réserves: **imposables CHF 200 000**

3.2.4. Texte de loi (dividendes d'autres réserves): **art. 20, al. 1, let. c LIFD**

3.2.5. Taux d'imposition des produits imposables: **60%, soit CHF 120 000 (60% de CHF 200 000)**

3.2.6. Texte de loi (taux d'imposition): **art. 20, al. 1^{bis} LIFD**

- 3.3. **Option 3:** Gerhard Beck vend 40 actions au prix de CHF 400 000 à Beck Services SA. Elles sont portées au bilan à titre d'actions propres et doivent être décomptabilisées d'ici la mi-2014 par une réduction du capital (liquidation partielle directe). Les 60 actions restantes sont vendues à Peter Hauser au prix de CHF 600 000.

Évaluez les répercussions fiscales de cette opération pour Gerhard Beck concernant les deux gains en capital. Indiquez, pour chaque type de gain de capital, s'il s'agit d'un gain imposable ou exonéré d'impôt, et calculez, sous 3.3.5, le montant total éventuellement imposable. Dans chaque cas, indiquez les textes de loi afférents.

- 3.3.1. Gains en capital de la vente de 40 actions à la propre société: **imposables (rendement de la fortune ou excédent de liquidation imposable)**
- 3.3.2. Texte de loi (gains en capital issus de la vente de 40 actions): **art. 20, al. 1, let. c LIFD**
- 3.3.3. Gains en capital de la vente de 60 actions à Peter Hauser: **exonérés d'impôt (gains en capital privés)**
- 3.3.4. Texte de loi (gains en capital issus de la vente de 60 actions): **art. 16, al. 3 LIFD**
- 3.3.5. Produit de la fortune imposable issu des deux ventes (remarque: dans le cas des dividendes de liquidation, les réserves issues d'apports en capital sont prises en compte au prorata de la réduction du capital):

Produit de la vente des actions à la société	CHF 400 000
Déduction, au prorata, du capital nominal	CHF 80 000
Déduction, au prorata, des réserves issues d'apports en capital (40%)	CHF 80 000
Excédent de liquidation imposable	CHF 240 000

- 3.3.6. Taux d'imposition: **60%, soit CHF 144 000 (60% de CHF 240 000)**
- 3.3.7. Texte de loi (taux d'imposition): **art. 20, al. 1^{bis} LIFD**

Exercice 4 (7,5 points)

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont correctes, lesquelles sont erronées? Pour chaque affirmation, cochez la réponse que vous estimez correcte.

Vrai Faux

4.01.	Les charges en nature et les charges publiques sont désignées sous le terme de contributions publiques.		X
4.02.	Les impôts sont des contributions publiques qui sont prélevées en rapport avec une contre-prestation.		X
4.03.	Les contributions causales sont divisées en émoluments, charges de préférence et contributions de remplacement.	X	
4.04.	Concernant l'impôt sur les recettes de maisons de jeu, il s'agit d'une contribution de remplacement.		X
4.05.	La vignette d'autoroute est un impôt.	X	
4.06.	Le timbre-poste est un émolument.	X	
4.07.	Par contribution mixte, on désigne les contributions pour lesquelles une part est prélevée en contrepartie de prestations ou d'avantages publics, et où le reste est une contribution due sans contrepartie.	X	
4.08.	Le droit de timbre de négociation est un impôt frappant les transactions juridiques.	X	
4.09.	Les tarifs fiscaux progressifs enfreignent le principe de la capacité économique et sont interdits.		X
4.10.	Pour le prélèvement d'impôts directs, les cantons ont besoin d'un fondement formel dans la constitution cantonale.	X	
4.11.	La Confédération prélève un impôt sur la fortune et un impôt sur le capital mais pas d'impôts sur les successions et sur les donations.		X
4.12.	Le principe de la garantie de la propriété englobe également l'interdiction de l'imposition confiscatoire.	X	
4.13.	La Loi sur l'harmonisation des impôts directs (LHID) définit les principes de la législation des cantons, en particulier les barèmes fiscaux, les taux d'imposition et les abattements fiscaux.		X
4.14.	Le rapport fiscal se compose de cinq éléments: la souveraineté fiscale, le sujet fiscal, l'objet imposable, le contribuable et le taux de l'impôt.		X
4.15.	On parle d'impôts indirects lorsque l'objet fiscal et la base de calcul de l'impôt ne sont pas identiques.		X